

## 2019\_CT2\_639

### **OBJET : Développement économique et emploi - Interventions économiques - AVIS- Participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'animation de l'Association pour le Droit à l'Initiative Economique - Approbation d'une convention**

Le 12 décembre 2019, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, s'est réuni en session ordinaire au Château Saint-Hilaire à Coudoux, sur la convocation qui lui a été adressée par Madame le Président du Territoire le 06 décembre 2019, conformément à l'article L.5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**Étaient Présents** : JOISSAINS MASINI Maryse – ALBERT Guy – AMEN Mireille – BACHI Abbassia – BALDO Edouard – BARRET Guy – BONTHOUX Odile – BOUDON Jacques – BOULAN Michel – BOUVET Jean-Pierre – BRAMOULLÉ Gérard – BURLE Christian – CALAFAT Roxane – CANAL Jean-Louis – CASTRONOVO Lucien-Alexandre – CESARI Martine – CHARRIN Philippe – CHAZEAU Maurice – CICCOLINI-JOUFFRET Noëlle – de SAINTDO Philippe – DELAVET Christian – FILIPPI Claude – FREGEAC Olivier – GACHON Loïc – GALLESE Alexandre – GOUIRAND Daniel – GOURNES Jean-Pascal – GUINIERI Frédéric – HOUEIX Roger – JOISSAINS Sophie – JOUVE Mireille – LAFON Henri – LEGIER Michel – LENFANT Gaëlle – LHEN Hélène – MANCEL Joël – MALLIÉ Richard – MARTIN Régis – MEÏ Roger – MERCIER Arnaud – MERGER Reine – MORBELLI Pascale – PELLENC Roger – POLITANO Jean-Jacques – PRIMO Yveline – RENAUDIN Michel – SALOMON Monique – SERRUS Jean-Pierre – SUSINI Jules – TALASSINOS Luc – TAULAN Francis – TERME Françoise – TRAINAR Nadia

**Étai(en)t excusé(es) avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales** : AMAROUCHE Annie donne pouvoir à LAFON Henri – ARDHUIN Philippe donne pouvoir à MALLIÉ Richard – AUGÉY Dominique donne pouvoir à TAULAN Francis – CORNO Jean- François donne pouvoir à SERRUS Jean-Pierre – CRISTIANI Georges donne pouvoir à MARTIN Régis – DAGORNE Robert donne pouvoir à PELLENC Roger – de BUSSCHERE Charlotte donne pouvoir à CASTRONOVO Lucien-Alexandre – DI CARO Sylvaine donne pouvoir à TERME Françoise – FABRE-AUBRESPY Hervé donne pouvoir à TRAINAR Nadia – MALAUZAT Irène donne pouvoir à de SAINTDO Philippe – MONDOLONI Jean-Claude donne pouvoir à GACHON Loïc – NERINI Nathalie donne pouvoir à PRIMO Yveline – PAOLI Stéphane donne pouvoir à BOUDON Jacques – SLISSA Monique donne pouvoir à ALBERT Guy – ZERKANI-RAYNAL Karima donne pouvoir à JOISSAINS Sophie

**Étai(en)t excusé(es) sans pouvoir** : ALLIOTTE Sophie – AMIEL Michel – BENKACI Moussa – BORELLI Christian – BOYER Raoul – BUCCI Dominique – CIOT Jean-David – DEVESA Brigitte – FERAUD Jean- Claude – GARELLA Jean-Brice – GERARD Jacky – MENFI Jeannot – MICHEL Marie-Claude – PEREZ Fabien – PERRIN Jean-Marc – PIZOT Roger – PROVITINA-JABET Valérie – RAMOND Bernard – ROLANDO Christian – ROUVIER Catherine – SICARD-DESNUELLE Marie-Pierre – YDÉ Marcel

**Secrétaire de séance** : Roxane CALAFAT

**Monsieur Roger PELLENC** donne lecture du rapport ci-joint.

**RAPPORT AU CONSEIL DE TERRITOIRE DU PAYS D'AIX**

**Développement économique et emploi  
Interventions économiques**

■ Séance du 12 décembre 2019

05\_2\_12

**■ Approbation de la convention relative à l'attribution d'une subvention à l'Association pour le Droit à l'Initiative Economique**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Accusé de réception en préfecture  
013-200054807-20191212-2019\_CT2\_639-  
DE  
Date de télétransmission : 10/01/2020  
Date de réception préfecture : 10/01/2020

## RAPPORT AU BUREAU DE LA METROPOLE

### Economie, Nouvelles Technologies, Enseignement Supérieur

#### ■ Séance du 19 Décembre 2019

47

#### ECO 047-19/12/19 BM

#### ■ Approbation de la convention relative à l'attribution d'une subvention à l'Association pour le Droit à l'Initiative Economique

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le tissu économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence est essentiellement composé de TPE et de PME. Par ailleurs, les taux de créations et de reprises d'entreprises sont parmi les plus élevés de France, tout comme le taux de disparition. Des causes ont été identifiées à ces défaillances telles que la sous-capitalisation, l'isolement, le manque de conseils, d'accompagnement, ou de formation ou encore la mauvaise évaluation des risques et des délais.

L'ADIE propose donc un accompagnement technique et financier aux porteurs d'un projet d'emploi, indépendant ou salarié n'ayant pas accès au crédit bancaire pour pouvoir le réaliser (notamment les demandeurs d'emploi et les allocataires des minimas sociaux).

La mission de l'ADIE est donc d'offrir la possibilité à un public en situation de précarité sociale et financière de créer ou de développer une entreprise grâce au microcrédit pour l'emploi indépendant ; ou bien de trouver ou se maintenir en emploi par le biais du microcrédit pour l'emploi salarié.

L'ADIE a financé sur le territoire de la Métropole, au 17 septembre 2019, 344 personnes dont 263 pour un projet d'entreprise et 81 pour un projet d'emploi salarié. En comparaison, en 2018 à la même date l'ADIE avait financé 309 personnes.

Les résultats sont ainsi ventilés par Conseil de Territoire (CT) :

Accusé de réception en préfecture  
013-200054807-20191212-2019\_CT2\_639-  
DE  
Date de télétransmission : 10/01/2020  
Date de réception préfecture : 10/01/2020

	CT Marseille Provence	CT Pays d'Aix	CT Pays d'Aubagne et de l'Etoile	CT Pays Salonais	CT Istres Ouest Provence	CT Pays de Martigues	Total au 17/09/2019
Nombre total de personnes financées	243	44	14	15	7	21	344
Pour un projet d'entreprise	184	35	10	11	5	18	263
Pour un projet d'emploi salarié	59	9	4	4	2	3	81

L'implication de l'ADIE dans les projets de création ou de développement d'entreprises se fait par :

- Le microcrédit professionnel (pouvant être complété par un prêt d'honneur pour atteindre un plafond de financement à 10 000 euros)
- L'accompagnement avant, pendant et après la création de l'entreprise
- Le dispositif « Je deviens Entrepreneur » qui remplace la formation Créajeunes (ce nouveau dispositif est sans limitation d'âge et est destiné à tous porteurs d'un projet d'entreprise éligible à un microcrédit et qui nécessite d'approfondir le projet avant le démarrage de l'activité)
- La micro-assurance

L'implication de l'ADIE auprès des personnes recherchant un emploi salarié ou souhaitant s'y maintenir se fait par :

- Le microcrédit personnel pour l'emploi (jusqu'à 5 000 euros)
- Une offre de micro-assurance spécifique pour les véhicules achetés ou réparés grâce au microcrédit

La Métropole met en œuvre une approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes qui interroge de manière transversale et préventive la situation respective des femmes et des hommes et les effets différenciés que les projets peuvent avoir sur l'un ou l'autre sexe. Pour le projet de l'ADIE, il s'agira de veiller à ce que les spécificités des femmes et des hommes soient pris en compte, afin que le dispositif s'adresse également aux deux sexes.

Il est proposé au Bureau de la Métropole d'octroyer à l'association ADIE une subvention de fonctionnement à hauteur de 68 000 euros au titre de l'année 2020 sous réserve de l'adoption du budget principal 2020. Cette subvention est décomposée comme suit :

- Territoire Marseille Provence : 40 000 euros
- Territoire du Pays d'Aix : 10 000 euros
- Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile : 6 000 euros
- Territoire Istres Ouest Provence : 5 000 euros
- Territoire du Pays Salonais : 2 000 euros
- Territoire du Pays de Martigues : 5 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Accusé de réception en préfecture 013-200054807-20191212-2019_CT2_639- DE Date de télétransmission : 10/01/2020 Date de réception préfecture : 10/01/2020
---

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- L'avis de la commission de cohérence et suivi des subventions aux associations.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,  
Considérant**

- L'intérêt de soutenir la création d'entreprises et l'inclusion professionnelle par un dispositif de soutien efficace sur le territoire de la Métropole Aix Marseille Provence.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention de fonctionnement pour l'animation de l'association ADIE pour un montant de 68 000 euros au titre de la compétence économique pour l'année 2020 sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

La subvention sera répartie ainsi :

- Territoire Marseille Provence : 40 000 euros
- Territoire du Pays d'Aix : 10 000 euros
- Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile : 6 000 euros
- Territoire Istres Ouest Provence : 5 000 euros
- Territoire du Pays Salonais : 2 000 euros
- Territoire du Pays de Martigues : 5 000 euros

**Article 2 :**

Est approuvée la convention financière, ci-annexée, relative à l'attribution d'une subvention à l'association ADIE.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2020 au Budget Principal de la Métropole – Sous Politique B320 - chapitre 65 – article 65748 « subventions de fonctionnement aux organismes de droit privé » fonction 61 et sur les Etats Spéciaux du Territoire chapitre 65 – article 65748.

Pour enrôlement,  
Le Vice-Président Délégué  
Emploi, Insertion et Economie  
Sociale et Solidaire

Le Vice-Président Délégué  
Développement des entreprises,  
Zones d'activités, Commerce et Artisanat

Martial ALVAREZ

Gérard GAZAY

Accusé de réception en préfecture 013-200054807-20191212-2019_CT2_639- DE Date de télétransmission : 10/01/2020 Date de réception préfecture : 10/01/2020
---

# CONVENTION

**Entre** La Métropole Aix Marseille Provence, représentée par son Vice-Président, Monsieur Gérard GAZAY dûment autorisé par délibération du Bureau de la Métropole, dont le siège est fixé au Palais du Pharo – 58 Bd Charles Livon – 13007 MARSEILLE

**ci-après dénommée « la Métropole Aix-Marseille-Provence »,**

**Et** l'Association pour le Droit à l'Initiative Economique (ADIE) 31 rue Mazenod, 13002 Marseille, représentée par son Président, Frédéric LAVENIR, dont le siège est fixé au 139 Boulevard de Sébastopol, 75 002 PARIS

**ci-après dénommée ADIE**

**Il a été convenu ce qui suit :**

## **Article 1 : Missions de l'ADIE**

L'ADIE a été créée en 1989 par Maria Nowak en adaptant à la France le principe du microcrédit, mécanisme financier qui a largement fait ses preuves dans les pays du tiers-monde, en Asie, Afrique et Amérique Latine.

L'ADIE a pour but de promouvoir directement ou indirectement le droit à l'initiative économique des catégories de population les plus défavorisées porteurs de projets de création ou de développement d'activité économique et d'accès ou de retour à l'emploi, en les plaçant dans des conditions leur permettant d'exercer ce droit par l'octroi de toute forme de concours et appuis en particulier techniques et/ou financiers adaptés à leur situation et à leurs besoins.

### **Ainsi, dans le cadre de ses missions, l'ADIE :**

- Finance les micro-entrepreneurs qui n'ont pas accès au crédit bancaire, et plus particulièrement les chômeurs et les allocataires des minima sociaux, à travers le microcrédit,
- Accompagne les micro-entrepreneurs avant, pendant et après la création de leur entreprise pour assurer la pérennité de leur activité,
- Contribue à l'amélioration de l'environnement institutionnel du microcrédit et de la création d'entreprise.

## **Article 2 : Poursuite des missions de valorisation**

**La Métropole Aix-Marseille-Provence** prend acte de ces missions et décide d'apporter son soutien à l'ADIE pour la poursuite de celles-ci, conformément à son objet social.

La Métropole met en œuvre une approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes qui interroge de manière transversale et préventive la situation respective des femmes et des hommes et les effets différenciés que les projets peuvent avoir sur l'un ou l'autre sexe. Dans les projets de l'association, il s'agira de veiller à ce que les spécificités des femmes et des hommes soient pris en compte, afin que le dispositif s'adresse également aux deux sexes »

## **Article 3 : Autonomie et contrôle de l'ADIE**

Juridiquement indépendant, l'ADIE jouit d'une autonomie de décision dans la définition de ses actions et dans la conduite de ses tâches de gestion et d'administration.

Cette autonomie s'exerce en conformité avec les statuts de l'association, dont les statuts statutaires créés (Assemblée Générale, Conseil d'Administration, Bureau DE

Accusé de réception en préfecture  
013-200084807-20191212\_2019\_CT2\_639-  
DE  
Date de télétransmission : 10/01/2020  
Date de réception préfecture : 10/01/2020

La Métropole Aix-Marseille-Provence peut requérir, en cours d'année, toute information et tout document utile au contrôle de l'exécution des engagements pris par l'ADIE et justifiant l'octroi de subventions.

#### **Article 4 : Moyens mis à la disposition de l'ADIE par la Métropole d'Aix-Marseille Provence**

La Métropole Aix-Marseille-Provence accorde, pour 2020, une subvention de fonctionnement au titre de la compétence économique, d'un montant global de 68 000 euros, sous réserve de l'adoption du budget principal et des états spéciaux de territoire.

Elle se répartit comme suit :

- o Territoire Marseille Provence : 40 000 €
- o Territoire du Pays d'Aix : 10 000 €
- o Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile : 6 000 €
- o Territoire Istres Ouest Provence : 5 000 €
- o Territoire du Pays Salonais : 2 000 €
- o Territoire du Pays de Martigues : 5 000 €

La participation financière de la Métropole représentant 8.1 % du coût total prévisionnel.

L'ADIE peut également, de son côté, rechercher toutes les aides possibles auprès d'autres partenaires.

#### **Article 5 : Relations entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et l'ADIE**

##### **5.1 – Relations financières**

###### **5.1.1 – Utilisation des subventions**

L'ADIE s'engage à respecter tous les textes qui régissent la vie des associations et à gérer avec toute la rigueur nécessaire les fonds qui lui sont attribués. Elle en garantira une destination conforme à son objet social.

L'ADIE devra utiliser les subventions de la Métropole Aix-Marseille-Provence conformément à l'objet et à l'affectation définie par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

###### **5.1.2 – Modalités de règlement**

La Métropole Aix-Marseille-Provence ainsi que les Conseils de Territoire procéderont au règlement de la subvention d'un montant de 63 000€, à raison de :

- un acompte de 80% de la subvention votée, sur demande du bénéficiaire, après notification de la convention signée par les deux parties ;
- le solde sur production des comptes annuels et du rapport du Commissaire aux comptes. Les comptes annuels comportent la signature du représentant de l'organisme bénéficiaire et du commissaire aux comptes.

En outre, l'association devra fournir un bilan d'activités annuel et des données quantitatives ventilées par Conseils de Territoires.

S'agissant des subventions attribuées par le Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence de 5 000 € et le Conseil de Territoire de Martigues de 5 000 €, elles feront l'objet d'un versement unique.

Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire.

Le reversement total ou partiel de la subvention est exigé :

- en cas de non-respect des obligations de l'ADIE telles qu'elles sont énumérées aux articles suivants de la présente convention,

Accusé de réception en préfecture 013-200054807-20191212-2019_CT2_639- DE Date de télétransmission : 10/01/2020 Date de réception préfecture : 10/01/2020
---

### 5.1.3 – Obligations de l'ADIE :

L'ADIE, dont les comptes sont établis pour un exercice d'une durée de douze mois consécutifs (courant de préférence du 1er janvier au 31 décembre), devra :

- adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation Comptable (CRC) relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, modifié par le règlement n° 2004-12 du 23 novembre 2004 (CRC) homologué par arrêté du 6 mai 2005, et à fournir lesdits comptes annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice (soit, au plus tard, le 1<sup>er</sup> juillet de l'année suivante).

Conformément à l'article L. 2313-1-1 du CGCT issu de l'ordonnance n°2005-1027 du 26 août 2005, si les subventions annuelles sont supérieures à soixante-quinze mille euros (75 000 euros) ou représentent plus de 50% du budget total de l'association, le président s'engage à :

- certifier la conformité des comptes annuels ;
- communiquer à la Métropole Aix-Marseille-Provence un compte rendu d'activité et un rapport financier dans les deux mois suivant la fin de l'exercice comptable, donnant l'emploi exact de la subvention de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- communiquer à la Métropole Aix-Marseille-Provence les procès-verbaux d'Assemblée Générale et toute modification intervenue dans la composition du Conseil d'Administration et du Bureau de l'association ;
- faciliter à tout moment le contrôle par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Conformément à l'article 612-4 du Code de commerce issu de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 modifié par la loi n° 2003-706 du 1er août 2003, pour un montant supérieur à cent cinquante-trois mille euros (153 000 €) de subventions publiques, l'ADIE :

- doit établir chaque année le bilan, le compte de résultat et l'annexe,
- est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes.

Dans ce cas, ou si elle fait appel volontairement à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes, l'ADIE s'engage à transmettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles.

A compter du 1er janvier 2006, en application de l'ordonnance du 28 juillet 2005 et du décret 2009-540 du 14 mai 2009, les associations ayant reçu annuellement un total de subventions ou de dons excédant la somme de 153 000 euros, ont l'obligation d'organiser la publicité de ces documents : comptes annuels et rapport du commissaire aux comptes. Elles doivent les transmettre, via internet, à la Direction des Journaux Officiels dans les trois mois à compter de l'approbation des comptes par l'organe délibérant.

En cas de modification dans le domaine comptable, l'ADIE s'engage à appliquer les nouvelles directives.

Si l'ADIE accomplit des actes de commerce, elle est tenue d'être inscrite au registre de commerce. Elle fournira une attestation d'imposition fournie par le Centre des Impôts.

## 5.2 – Relations contractuelles

### 5.2.1 – Durée de la convention

La présente convention est conclue pour l'exercice 2020, pour une durée d'une année à compter de sa notification. Elle trouvera son terme au plus tard au versement du solde de la subvention, le cas échéant.

### 5.2.2 – Résiliation de la convention

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de manquement de l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles. Dans ce cas toutefois, la résiliation ne pourra intervenir à l'initiative de l'une des parties que passé un délai d'un mois suivant une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet.

Intervenir à l'initiative de l'une  
Accusé de réception en préfecture  
013 2005 407 2019 21210 92  
DE  
Date de télétransmission : 10/01/2020  
Date de réception préfecture : 10/01/2020

### 5.2.3 – Caducité de la convention

La présente convention sera caduque par la dissolution ou la liquidation de l'ADIE ou dans le cas où l'activité de l'ADIE serait inexistante du fait de la carence de ses membres.

#### **Article 6 : Communication**

L'ADIE s'engage à faire apparaître la participation financière de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans toutes ses actions, produits et affichages induits par la subvention et apposer le logo de la Métropole conformément à la charte graphique Métropolitaine.

L'ADIE s'engage également à faire participer des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence aux actions publiques concernées. En cas de non-respect de ces obligations d'information, la Métropole se réserve le droit de demander le reversement de la subvention concernée.

#### **Article 7 : Intangibilité des clauses**

Une tolérance relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra jamais, quelle qu'en ait pu être la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions de la présente.

#### **Article 8 : Intuitu personae**

La présente convention étant conclue «intuitu personae», l'association ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

#### **Article 9 : recours**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Marseille 22-24 rue Breteuil, 13281 Marseille, cedex 06. Cependant les parties s'engagent avant tout recours contentieux à se rencontrer afin de trouver une solution amiable.

Fait à Marseille, le .....

Le Vice-Président Délégué  
Emploi, Insertion et Economie  
Sociale et Solidaire

**Martial ALVAREZ**

Le Vice Président Délégué  
Développement des entreprises,  
Zones d'activités, Commerce et Artisanat

**Gérard GAZAY**

Pour l'ADIE,  
Son Président,

**Frédéric LAVENIR**

Accusé de réception en préfecture 013-200054807-20191212-2019_CT2_639- DE Date de télétransmission : 10/01/2020 Date de réception préfecture : 10/01/2020
---

# 1-4 Budget prévisionnel global de l'association

Le total des charges doit être égal au total des produits.

Exercice 20 20 ou date de début \_\_\_\_\_ date de fin \_\_\_\_\_

CHARGES		MONTANT <sup>7</sup>	PRODUITS		MONTANT <sup>7</sup>
<b>60 - Achats</b>		13 417 €	<b>70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services</b>		0 €
Achats stockés (matières premières, autres)		0 €	<b>73 - Dotation et produits de tarification</b>		0 €
Achats d'études et de prestations de services		0 €	<b>74-Subventions d'exploitation (8)</b>		565 768 €
Achats de matériel, équipements et travaux		3 954 €	État: préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)		€
Achats non stockés (eau, énergie, fournitures)		0 €	Préfecture Bouches-du-Rhône		21 000 €
Achats de marchandises		9 463 €			€
Autres achats		0 €			€
<b>61 - Services extérieurs</b>		98 004 €	Région(s) (à préciser)		€
Sous-traitance générale		0 €	Dispositif JE DEVIENS ENTREPRENEUR / Répartition régionale		132 351 €
Redevances de crédit-bail		0 €			€
Locations mobilières et immobilières		55 440 €	Département(s) (à préciser)		€
Charges locatives et de copropriété		0 €	Bouches-du-Rhône / Répartition départementale		11 254 €
Entretien et réparations		27 247 €			€
Primes d'assurances		758 €	<b>TOTAL Métropole Aix Marseille Provence + Territoires</b>		133 000 €
Divers (études / recherches, documentation, colloques...)		14 559 €	- Métropole Aix Marseille Provence (Échelon central) <i>Emploi &amp; Insertion</i>		30 000 €
<b>62 - Autres services extérieurs</b>		25 469 €	- Territoire Marseille-Provence		40 000 €
Personnel extérieur		0 €	- Territoire du Pays d'Aix		40 000 €
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires		5 262 €	- Territoire du Pays Salonais		5 000 €
Publicité, information et publications		1 273 €	- Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile		8 000 €
Transports de biens et transports collectifs du personnel		0 €	- Territoire Istres-Ouest Provence		5 000 €
Déplacements, missions et réceptions		9 049 €	- Territoire du Pays de Martigues		5 000 €
Frais postaux et de télécommunications		9 885 €	Communes (à préciser)		€
Autres (travaux exécutés à l'extérieur etc...)		0 €	Métropole Aix-Marseille Provence / Contrat de ville Marseille		8 000 €
<b>63 - Impôts et taxes</b>		934 €	Ville de Marseille		10 000 €
Impôts et taxes sur rémunérations		0 €			€
Autres impôts et taxes		934 €	Organismes sociaux (détailler):		€
<b>64 - Charges de personnel</b>		512 022 €	Fonds européens		142 601 €
Rémunérations du personnel		491 290 €	L'agence de services et de paiement		€
Charges sociales		0 €	Autres établissements publics		9 244 €
Autres charges de personnel		20 732 €	Aides privées		98 318 €
<b>65 - Autres charges de gestion courante</b>		105 930 €	<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>		0 €
<b>66 - Charges financières</b>		0 €	Dont cotisations, dons manuels ou legs		€
<b>67 - Charges exceptionnelles</b>		0 €	<b>76 - Produits financiers</b>		190 008 €
<b>68 - Dotation aux amortissements et provisions, engagements à réaliser sur ressources affectées</b>		0 €	<b>77 - Produits exceptionnels</b>		0 €
<b>69 - Impôts sur les bénéfices</b>		0 €	<b>78 - Reprises sur amortissements provisions</b>		0 €
		€	<b>79 - Transfert de charges</b>		0 €
<b>TOTAL DES CHARGES</b>		<b>755 776 €</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>		<b>755 776 €</b>

## CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES<sup>9</sup>

<b>86 - Emplois des contributions volontaires en nature (3)</b>		0 €	<b>87 - Contributions volontaires en nature</b>		0 €
Secours en nature		0 €	Bénévolat		0 €
Mise à disposition gratuite biens et prestations		0 €	Prestation en nature		0 €
Personnel bénévole		0 €	Dons en nature		0 €
<b>TOTAL GENERAL DES CHARGES</b>		<b>755 776 €</b>	<b>TOTAL GENERAL DES PRODUITS</b>		<b>755 776 €</b>

Important : Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements mentionnés dans la présente demande (annexes comprises) et je m'engage à justifier dans un second temps de l'emploi des fonds attribués. **Ne pas indiquer les centimes d'euros.**

Fait à : Marseille

Le 03/09/2019

Signature du Président

Sébastien CHAZE, Directeur Adie Région Sud  
Par délégation de signature du Président



Direction de l'Association  
Provence Alpes Côte d'Azur  
31, rue Mazenod, 13002 Marseille

<sup>7</sup> Ne pas indiquer les centimes d'euros. <sup>8</sup> L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant le montant demandé. <sup>9</sup> Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 99-01, prévoit à minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) sur les contributions volontaires en nature dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

Accusé de réception en préfecture  
013-200054807-20191212-2019\_CT2\_639-  
DE  
Date de télétransmission : 10/01/2020  
Date de réception préfecture : 10/01/2020

**OBJET : Développement économique et emploi - Interventions économiques - AVIS- Participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'animation de l'Association pour le Droit à l'Initiative Economique - Approbation d'une convention**

---

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Ont signé le Président et les membres du Conseil de Territoire présents

**Maryse JOISSAINS MASINI**

Signé, le 03 JAN. 2020

Accusé de réception en préfecture  
013-200054807-20191212-2019\_CT2\_639-  
DE  
Date de télétransmission : 10/01/2020  
Date de réception préfecture : 10/01/2020